



VILLE DE CHAMPIGNY-SUR-MARNE



DEC 26 - 276

Accusé de réception en préfecture  
094-219400173-20260507-DEC26-276-AR  
Date de télétransmission : 26/05/2026  
Date de réception préfecture : 26/05/2026

Direction Population  
Pôle cimetières  
Références : ancien cimetière  
division 43, emplacement 60  
N° du titre : 00164/2026

**Publié le**  
**07 MAI 2026**

## Décision de Monsieur le Maire

### **Demande de renouvellement d'une concession funéraire pour maintien d'une sépulture familiale.**

Le Maire de Champigny-sur-Marne,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2213-13 à L.2213-16 et L.2223-13 à L.2223-16 et l'article L.2122-22 ;

**Vu** la délibération n°2022-207 du 7 décembre 2022 fixant les tarifs des concessions et taxes funéraires ;

**Vu** la délibération n° 2026-025 du 21 mars 2026 du Conseil Municipal de Champigny-sur-Marne, élisant Monsieur Laurent JEANNE, Maire de Champigny-sur-Marne au scrutin secret et à la majorité absolue ;

**Vu** la délibération n°2026-030 du 21 mars 2026 du Conseil Municipal portant délégation au Maire d'une partie des attributions prévues à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales et pour la durée du mandat ;

**Vu** la décision du 22/03/1986 accordant la concession de terrain à M. MANGENOT Roland et Madame MANGENOT Irène, à l'effet d'y fonder une sépulture familiale ;

**Vu** la décision du 29 décembre 2025 portant sur la revalorisation des tarifs à dater du 1er janvier 2026 ;

**Vu** l'arrêté du Maire du 23 juin 2015 portant règlement des cimetières de la Commune de Champigny-sur-Marne ;

**Vu** l'arrêté n°ARR26-081 en date du 27 mars 2026 portant délégation de fonctions à Madame Aurore THIROUX, première adjointe, en application de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales.

Considérant ce qui suit,

Mme MANGENOT Irène demeurant 15 rue Jean Jaurès 77320 La Ferté-Gaucher en sa qualité de fondatrice, a indiqué par une demande reçue en mairie le 17 mars 2026 vouloir procéder au renouvellement de la concession familiale de 2m<sup>2</sup> funéraire située dans l'ancien cimetière communal division : 43 - emplacement : 60, et dont la validité a expiré le 22 mars 2026. Sur la base des éléments qui précèdent, il convient de faire droit à cette demande.

## DECIDE

Accusé de réception en préfecture  
094-219400173-20260507-DEC26-276-AR  
Date de télétransmission : 26/05/2026  
Date de réception préfecture : 26/05/2026

**Art 1er** : d'accorder pour une durée de 15 ans à Mme MANGENOT Irène en sa qualité de fondatrice, le renouvellement de la concession funéraire familiale située dans l'ancien cimetière communal division : 43 - emplacement : 60 à compter du 23 mars 2026 jusqu'au 22 mars 2041.

**Art 2** : d'indiquer que le renouvellement de concession est accordé moyennant la somme totale de 310,00 euros qui a été intégralement versée sur le compte du régisseur de recette Cimetières suivant quittance n°D 169780 du 17 mars 2026.

**Art 3** : d'indiquer que les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision sont à la charge de Mme MANGENOT Irène.

**Art 4** : d'indiquer que la directrice générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision et notamment de faire procéder à sa publication.

**Art 5** : de préciser qu'une ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne ;
- Madame la Directrice générale des finances publiques du Val-de-Marne ;
- Mme MANGENOT Irène.

Fait à Champigny-sur-Marne, le **07 MAI 2026**

Pour le Maire  
L'Adjointe déléguée  
Aurore THIROUX



The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE CHAMPIGNY-SUR-MARNE' and 'LE 07 MAI 2026'. The signature is a stylized, cursive script.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou son affichage ou notification aux intéressés ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'état. La juridiction administrative peut être saisie par l'application "Télérecours citoyens" accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)